

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 60-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-62

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Un article sans titre

(Celui-ci ayant été supprimé par la Censure)

Depuis vingt-huit mois bientôt que dure cette guerre épouvantable, il semble que nous n'ayons pas encore apprécié la grandeur de l'effort que nécessitera la victoire.

Et je ne parle pas ici de notre admirable population, toujours prête à tous les sacrifices, à toutes les privations, pourvu qu'on lui en montre l'utilité et qu'on ne choquo pas le sens de l'équité qu'elle a si développé. Je parle de nos dirigeants, de ceux qui ont pour mission de prévoir, de combiner des mesures et de les faire exécuter.

Partout depuis le début de la guerre, dans tous les rouages de notre organisme social et militaire, on constate cette préoccupation constante de ne rien innover, de ne rien changer à notre organisation déjà surannée en temps de paix. Loin de chercher à parer d'avance aux difficultés à venir, on attend qu'elles se manifestent dans toute leur ampleur pour essayer d'y porter remède, comme si le fait de ne pas s'en inquiéter avait eu chance de les empêcher de se produire. Encore ce ne sont pas de véritables remèdes que l'on imagine, mais des palliatifs, des tentatives d'amélioration, des pis-aller.

L'ambition de ceux qui nous gouvernent semble être uniquement d'utiliser le moins de ressources possibles, avec le secret espoir que, s'il manque quelque chose, ce quelque chose ne sera peut-être pas indispensable, ou que peut-être l'initiative privée y pourvoira... ou peut-être le hasard.

Les exigences de la lutte formidable qui se fait contre l'Autre, les deux moitiés du monde civilisé, exigent des solutions qui ne soient pas des palliatifs, mais des tentatives d'amélioration, des pis-aller.

Ce cataclysme humain a causé sur terre une telle perturbation économique, sociale, financière, industrielle, commerciale, sociale, qu'on chercherait vainement une situation analogue dans les annales du passé. Cependant notre gouvernement ne montre qu'une crainte, celle d'utiliser des procédés qui se recommandent seulement de la logique et du bon sens, des méthodes qui ne soient pas renouvelées, pour le moins, de Colbert, de Turgot ou de Léon Say.

Conséquences de la routine, de la paresse d'imagination, de l'étroitesse de vues, de la peur des responsabilités, de la rivalité stupide entre les services, enfin du sentiment d'impunité que ressentent les meilleures volontés à obtenir des bureaux inamovibles une besogne autre que celle à laquelle ils sont dressés automatiquement !

Dans le domaine financier, on contracte des emprunts, mais on se garde d'accepter du public autre chose que du numéraire ou des Bons du Trésor. Cela ne coûte pas les dépenses, loin de là ; mais c'est la formule consacrée. Et puis, à faire appel à la fortune mobilière des particuliers, qui sait combien de milliards on pourrait avoir à rémunérer par la suite ? Et comment se résoudre à une pareille innovation ?

Dès le début de cette guerre, la pénurie des munitions, surtout des munitions d'artillerie, s'est avérée comme une des causes principales de notre infériorité par rapport à l'ennemi. La main-d'œuvre était facile à trouver, puisque la femme s'est révélée toute de suite habile conductrice de machines-outils ; mais nous n'avons pas assez de tours pour usiner les obus sortis de nos fondrières d'acier. Les petits mécaniciens qui possèdent deux ou trois tours en ont aussi, mais comment les acheter ? Les capitalistes ne consentaient à avancer d'argent que sur le vu d'une commande, et l'administration ne donnait de commandes que proportionnellement à l'outilillage existant.

Que fallait-il donc pour apporter au problème une prompt solution ? Simple : que le gouvernement achetât aux Etats-Unis trois ou quatre mille tours, qu'il aurait loués à nos petits mécaniciens en leur imposant une production minima correspondante. Y a-t-on pensé ? Probablement, mais se constituer le commanditaire du travail national, lui faire une avance d'une vingtaine de millions, quelle imprudence, quel danger ne présente-t-elle pas ? L'Etat a préféré commander ses munitions à l'Amérique, et chez nous l'initiative privée, privée surtout de tout concours, a mis deux ans pour atteindre un chiffre de production qu'elle n'aurait obtenu en six mois avec l'aide de l'Etat.

Parlerons-nous de la crise des transports, dont les conséquences se montrent plus graves de jour en jour ? Elle aussi, elle remonte aux premiers temps du conflit, puisque l'invasion de nos départements du Nord nous a coûté 55.000 wagons. L'insuffisance des palliatifs imaginés pour compenser ce déficit et parer à l'accroissement de transit résultant des circonstances, on la connaît par les multiples enquêtes dont la Censure n'a pas osé empêcher la publication. On la connaît mieux encore par la cherté

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasivité de la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

Pour soutenir jusqu'au bout notre effort, il faudra autre chose que des demi-mesures, les quarts de mesures, les fractions de mesure dont on discute actuellement. Ce sont là de petits palliatifs dont le peuple comprend l'insuffisance, en même temps qu'il ressent vivement les inégalités de traitement résultant de leur mise en pratique.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE

M. Sturmer quitte la présidence du Conseil Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES

Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles

M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées. C'est à ce titre que M. Geocadi, juge de paix de Villeurbanne (Rhône) vient d'être nommé au premier canton de Lyon.

Bourse de Paris

DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916 Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments. Fonds d'Etat : Français 3 o/o, 61.10 ; 5 o/o, 87.80. — Extérieure, 99.55. — Serbe 5 o/o 1913, 87.50.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasivité de la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Rien à signaler en dehors de coups de main exécutés par nous la nuit dernière, sur les tranchées ennemies, au sud-est de Grenay, et dans les secteurs de Festubert et de Bois-Grenier.

COMMUNIQUE FRANÇAIS

23 novembre, 15 heures. Sur le front de la Somme, bombardement assez vif de la région de Sailly-Saülis et de la sucrerie d'Abancourt.

En Alsace, un coup de main effectué par nous sur une tranchée allemande de l'Hilsenfurt (sud-est de Metzeral), nous a permis de ramener des prisonniers sans aucune perte de notre côté.

Nuit calme partout ailleurs. Dans la journée du 23 novembre, en Lorraine, 3 avions anglais ont livré combat à plusieurs avions allemands. Un appareil ennemi a été abattu dans la forêt de Grempigny.

Dans la nuit du 23 au 24 novembre, entre 2 heures 30 et 4 heures 10, quatre de nos avions sont allés bombarder les hauts fourneaux et les usines de Voelkingen, sur la Sarre. Au cours de cette expédition, 12 obus de 120 et 12 de 155 ont été lancés et ont paru bien placés. Le retour de nos avions s'est effectué sans incident.

Communique d'Orient Sur la rive droite de la Gerna, les Serbes ont enlevé le village de Budimirea. Les violents contre-attaques lancées sur ce point par l'ennemi ont complètement échoué.

Au nord et à l'est de Monastir, la lutte continue acharnée ; les troupes alliées ont réalisé des progrès et ont infligé de lourdes pertes aux Germano-Bulgares, qui tentent énergiquement de s'opposer à leur avance.

A l'ouest de Monastir, les Italiens poursuivent leur marche en avant ont poussé jusqu'à Nizopole et ont fait des prisonniers.

La Situation des Roumains Londres, 24 novembre. — Du Times : Les communiqués roumains jettent peu de clarté nouvelle sur la situation ou se trouvent les provinces occidentales et en particulier sur la position de la Reichswehr près d'Orsova, qui reste obscure et ne laisse pas de causer une certaine inquiétude.

Le BONNET ROUGE parle net, souvent avec hardiesse, parfois crument, mais ne bluffe jamais.

Les Obsèques de François-Joseph Zurich, 24 novembre. — On mande de Budapest au « Nouveau Journal de Stuttgart » que le Reichsberg sera convoqué en séance de nuit.

Le directeur intérimaire de la Victoire me permettra de lui faire remarquer, puisqu'il est la plus passionnée des nouvelles visitées, que le premier article paru dans le journal sur cette question, lui signifié de mon nom, et que le projet gouvernemental ne me vise en rien.

Nous pensons aussi que les nécessités nationales doivent passer avant toute autre préoccupation. Mais les « nécessités nationales » ne prescrivent pas si me semble l'accumulation dans des bureaux de secrétaires inutiles, qui, dans le civil, tenaient leur place et servaient autre.

Aux Armes, Citoyennes!

Il faut bien convenir que la note officielle communiquée à la presse à l'issue du Conseil des Ministres d'hier matin n'a pas été sans soulever, dans le pays, quelque émotion.

Rien de plus légitime, d'ailleurs. Ce qu'avait prévu, organisé cet important conseil du Gouvernement, ce n'était rien moins que la mobilisation civile.

Nos lecteurs liront d'autre part des critiques et des analyses de certains projets soumis au Parlement. Je me contenterai, pour mon compte, de souligner la valeur d'une importante mesure, qui n'a pas eu besoin, elle, de ratification parlementaire, et qui est due à l'initiative de M. Malvy.

Le Ministre de l'Intérieur, nous a-t-on dit, va demander aux préfets d'appliquer avec plus de sévérité ses instructions concernant la suppression de l'allocation à ceux qui, sans motif valable, refuseraient de travailler.

De plus, il va inviter les préfets à faire appel à tous ceux, anciens fonctionnaires, retraités, citoyens valides et capables, qui pourraient être employés dans certaines administrations des services de la Défense nationale.

Il serait exagéré d'attendre beaucoup de l'application de ce second paragraphe, qui ressemble d'ailleurs beaucoup aux mesures prises en Allemagne, mal rapportées par la presse française, et qui prévoient uniquement la mobilisation des oisifs.

Mais l'autre prescription, celle qui prévoit le retrait de l'allocation dans les cas de refus de travail, mérite quelque attention.

C'est, en effet, toute une armée de femmes qu'il faut mobiliser pour nos usines de guerre, où, quoi qu'on en pense et quoi qu'on nous dise, il y a encore bien des places vides.

M. Malvy se contente de rappeler des instructions antérieures, et qui, par conséquent, furent appliquées déjà. Mais on sait que faire que la nécessité n'apparut pas aussi impérieuse d'utiliser au maximum toutes les forces du pays, les préfets et les maires, avec raison, s'abstiennent de prendre des mesures de rigueur.

Le temps de la mansuétude est passé. On a besoin de tout le monde, et dans ce journal, où nos lecteurs le savent, nous n'avons pas pour coutume de « honorer les crânes », on nous permettra peut-être de le dire sans fard : c'est le Ministre qui a raison.

Les pacifistes les plus passionnés, si tant est qu'il y ait en France des pacifistes, ne sauraient trouver à redire à ce qu'on s'efforce de donner à la France le maximum de puissance militaire.

Tous les espoirs nouveaux que pourrait concevoir l'ennemi d'obtenir la victoire prolongeraient encore la guerre, et nous ne pouvons pas, nous, en aucun cas, et quoi qu'il puisse en coûter, accepter la défaite ; même ceux qui pensent qu'aucune solution strictement militaire n'est possible, conçoivent donc la nécessité d'être forts, armés, riches en munitions.

Aux armes donc, citoyens, puisqu'il le faut ! Les femmes du peuple donneront l'exemple aux belles oisives qui font du jusqu'au-boutisme intégral dans les salons de thé et dans les salles de spectacle où l'on exhibe, tous les soirs, la Victoire en tutu.

Qu'elles prennent à leur tour, et sans mauvaise humeur, l'outil libérateur. Ce n'est pas seulement pour la France : c'est aussi pour la Paix.

Jean GOLDSKY.

P. S. — Le joyeux drille qui, à pris, à la Victoire, la succession de M. Gustave Herva, depuis que celui-ci, à l'instar de Rochette, a trompé l'opinion militaire pour pouvoir partir sur le front et servir en première ligne, écrit ce matin des choses particulièrement réjouissantes.

Pour un peu, il trouverait que le Gouvernement ne sera pas assez des signatures et que, pendant qu'il y était, il aurait pu décider qu'on le réduise encore d'un cran ou deux.

Seulement, ou ce frère siamois de M. Gustave Herva exagère, c'est quand il déclare que « les articles contre la révision des réformés sont écrits par des journalistes réformés qui manquent du feu sacré pour une troisième visite ».

Le directeur intérimaire de la Victoire me permettra de lui faire remarquer, puisqu'il est la plus passionnée des nouvelles visitées, que le premier article paru dans le journal sur cette question, lui signifié de mon nom, et que le projet gouvernemental ne me vise en rien.

Nous pensons aussi que les nécessités nationales doivent passer avant toute autre préoccupation. Mais les « nécessités nationales » ne prescrivent pas si me semble l'accumulation dans des bureaux de secrétaires inutiles, qui, dans le civil, tenaient leur place et servaient autre.

Quant au problème même des effectifs, il y a deux mois que Jacques Durieux en serine la seule solution acceptable et possible : l'unité de conscription. C'est ce que demandait, l'autre jour, les parlementaires républicains, par la bouche de l'éloquent et courageux Albert Favre.

— J. G.

Scheidemann parle de Paix et ne craint pas de démentir

Le Vorwarts commençait son article du 14 novembre, par ces mots : « La nouvelle organisation de guerre, sous la direction du général de Groener, est la mise en pratique de tout ce que les socialistes ont dit et écrit depuis plus de dix ans ».

Les Allemands de tous les partis, exaspérés depuis longtemps des relations cordiales qui se sont nouées pendant la guerre entre le chancelier et le social-démocrate, trouvent que, cette fois, la coupe de bord. De toutes parts, s'élevaient les plus violentes protestations non seulement contre la prétention des socialistes d'être les intermédiaires autorisés de la chancellerie, mais contre l'attitude de la chancellerie qui, par son mutisme, semble confirmer ces allégations.

Aujourd'hui la presse entière somme M. de Bethmann-Hollweg de se dégarer d'une alliance toujours plus compromettante. La Tageszeitung, la Deutsche Kurier, la K. Volkszeitung et surtout la presse du centre conjurent le chancelier de désavouer le patronage socialiste.

Jusqu'ici, le chancelier n'a pas rompu son prudent silence. Mais Scheidemann a cru devoir se défendre contre les attaques de la presse. Et sa défense, parue dans le Vorwarts, est simplement une confirmation de sa complicité avec M. de Bethmann-Hollweg. Voici ce petit morceau :

« On me reproche violemment d'usurper, à la gloire d'être le porte-parole du chancelier. Jamais j'en ai eu cette prétention. Je n'ai fait qu'énoncer, à la tribune, les conclusions logiques de toutes ses déclarations et je n'ai pu me contenter de ce droit. Les conclusions que j'ai tirées et énoncées sont loyales ».

« Si le gouvernement britannique, qui a lu les déclarations faites par moi au Reichstag le 11 octobre, voulait demander au chancelier allemand s'il consentait à conclure la paix sur les bases que j'ai décrites, il ne s'exposerait certainement à aucun démenti, et l'on serait ainsi fixé dans le monde entier ».

Il va de soi que cette publication n'a pu être faite qu'avec l'approbation de la censure. — (Information.)

NOS ENQUÊTES

La Guerre aux Oisifs

L'Application des Nouvelles Décisions

Le Conseil des ministres a traité de la question de la main-d'œuvre. M. Malvy, ministre de l'Intérieur, va demander aux préfets d'appliquer avec plus de sévérité ses instructions antérieures concernant la suppression des allocations à ceux qui, sans motifs valables, refuseraient le travail. De plus, il va inviter les préfets à faire appel à tous ceux, anciens fonctionnaires, retraités, citoyens valides et capables, qui pourraient être employés dans certaines administrations et services de la défense nationale.

Nous ne pouvons qu'approuver la deuxième partie du projet, concernant les fonctionnaires retraités.

En effet, parmi ces fonctionnaires, il y en a encore beaucoup de suffisamment valides pour reprendre dans les administrations un service qui n'exige pas un grand surmenage.

LES OISIFS VOLONTAIRES Nous avons interrogé, au sujet de la suppression des allocations à ceux qui, sans motifs valables, refuseraient le travail, certains fonctionnaires de maires.

« Ne croyez pas, nous fut-il répondu, que le nombre de ceux qui, volontairement, refusent le travail soit tellement énorme ».

« Malgré tout, il existe beaucoup d'oisifs, ceux qui comptent trop sur les bureaux de bienfaisance et le secours national pour vivre une vie, sans doute lointaine, mais à l'abri de tout surmenage et de tout travail ».

« Il est absolument révoltant qu'à l'honneur de la majorité du pays apparaisse la collaboration à la défense nationale, des milliers d'individus vivent au dépend de ce pays, et exploitent les organisations de secours ».

« Nous recevons des foules de demandes de secours de gens capables de travailler, soit dans les administrations, soit dans les usines ! »

DES SECOURS AUX MALADES DU TRAVAIL AUX VALIDES

« Qui, intervient une dame enquêteuse, nous consacrons une grande partie de nos journées en visites chez ceux qui nous demandent des secours ».

« Il y a en beaucoup d'intéressants, je dois le reconnaître, il y a des malades, les faibles, dont la santé dépend tout surmenage ».

« Il y a aussi les femmes chargées d'enfants ».

« C'est justement à ces derniers que ceux qui peuvent travailler font du tort. On pourrait octroyer à ceux qui en sont dépourvus des secours plus élevés et les sanctions nécessaires interdissent aux « parasites » le droit de profiter de ces secours ».

« Jusqu'à présent, il suffisait que le cortège donnât de bons renseignements pour que nous n'avions qu'à nous incliner ».

« Vous n'ignorez pas combien il est facile d'acheter la complicité des concierges ! ».

« Nous ne pouvons qu'approuver une mesure qui permet au pays de récupérer des énergies utiles et de s'acquitter plus activement des assésés vraiment dignes de l'être ».

« Des secours aux malades et aux faibles, aux valides, le plus efficace de tous les secours : le travail ! »

Victor BONNIANS

